

**Allocution de M. Dominique SORAIN
Haut-commissaire de la République en Polynésie française**

**Prononcée à l'occasion de la commémoration de la fête nationale
et de son départ de Polynésie française**

Jeudi 14 juillet 2022

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de la Polynésie française,

Madame la représentante du Président de l'assemblée de la Polynésie française,

Mesdames et Messieurs les élus de la République,

Mesdames et Messieurs les ministres du gouvernement,

Monsieur le Maire de Papeete,

Amiral,

Monsieur le Conseiller économique, social et environnemental,

Monsieur le Président du conseil économique, social et culturel,

Mesdames et Messieurs les chefs de cour et magistrats des ordres judiciaires et administratifs,

Messieurs les Officiers généraux,

Mesdames et Messieurs,

[Ia Ora Na, Kia ora, Kaoha]

C'est avec grand plaisir que je vous accueille au Haussariat à l'occasion de notre fête nationale, mais aussi de mon départ du *Fenua*.

C'est en effet un 14 juillet très particulier pour moi ; c'est mon premier en Polynésie française en raison de la crise sanitaire qui nous a empêché de nous réunir dans cette configuration, ce sera mon dernier ici en raison de mon départ proche et ce sera le dernier de ma carrière de préfet, ce qui fait beaucoup d'émotions cumulées.

Ce qui nous réunit aujourd'hui, c'est un moment singulier de notre tradition républicaine. Ce moment est à la fois une fête et une commémoration. C'est l'expression d'une fidélité sans cesse réaffirmée à notre héritage républicain. Votre présence aujourd'hui témoigne de votre attachement à la République, à celles et ceux qui la servent en civil ou en uniforme, bénévolement ou dans le cadre de leur travail, au quotidien ou de manière plus ponctuelle. Je remercie chaleureusement tous ceux qui ont participé au défilé et à l'organisation de cette journée.

Je veux ici remercier et féliciter nos militaires et nos forces de sécurité qui fournissent au quotidien un travail exemplaire d'efficacité et de dévouement. Les militaires dans un monde instable assurent notre défense et les Polynésiens sont d'ailleurs toujours nombreux à servir sous les drapeaux. Le 14 juillet, la République rend hommage à toutes les forces qui assurent sa sécurité au quotidien. Nos policiers, nos gendarmes, nos *mutoi*, nos douaniers, nos agents pénitentiaires, nos pompiers et l'ensemble des acteurs du secours ont été mis à rude épreuve depuis plus de deux ans. Qu'ils soient ici remerciés pour leur travail, et notamment dans la lutte contre le trafic de stupéfiants et particulièrement s'agissant de l'Ice qui est un fléau pour la jeunesse de notre territoire.

Le 14 juillet symbolise notre République ; elle est le fruit d'une histoire souvent difficile mais toujours porteuse d'espoir. Il a fallu la défendre face à des agressions. Sa préservation est un combat et les Polynésiens y ont largement participé : les poilus en 1914/1918, les *Tamarii* volontaires en 1940/45, les soldats des opérations extérieures aujourd'hui.

Cette journée nous permet de réaffirmer les trois valeurs essentielles de la République : la liberté, l'égalité et la fraternité qui se retrouvent dans la riche culture polynésienne. Culture polynésienne et culture nationale se nourrissent et s'enrichissent l'une de l'autre.

La liberté c'est choisir ses dirigeants, c'est aller et venir en toute sécurité, c'est pouvoir entreprendre, c'est être informé, c'est recevoir une éducation. Cette liberté est un bien précieux dans un temps où les crises et les guerres se développent dans le monde. Notre système institutionnel français préserve cette liberté chère à tous.

L'égalité c'est bien sûr l'égalité de tous devant la loi, l'égalité des chances, l'égalité des hommes et des femmes, mais c'est également faire en sorte que chaque citoyen de la République bénéficie des mêmes soutiens de l'État. C'est faire en sorte qu'au sein du grand archipel de la France, et particulièrement en outre-mer, tous puissent vivre dignement. Ainsi en 2021, l'État a apporté 214 milliards de francs pacifiques en Polynésie française, pour financer notamment, des enseignants, des équipements comme des quais, des routes, des services publics de proximité au bénéfice des Polynésiennes et des Polynésiens.

La fraternité s'exprime dans la solidarité nationale entre tous les Français. Ce fût particulièrement le cas pendant la crise sanitaire pendant laquelle l'État a apporté un soutien plein et entier à la Polynésie française.

Ces valeurs ne sont pas un vœu pieux, une incantation vide de sens rituellement prononcée lors des grandes dates qui ponctuent notre calendrier national. Ces valeurs sont le socle de notre vivre ensemble. Face aux agressions de l'Histoire, face aux doutes, face au relativisme et au repli sur soi, elles guident l'action des pouvoirs publics au quotidien. Il nous appartient de les porter haut, de les faire vivre et de les faire respecter.

C'est cette République, forte de ces principes, qui a apporté son appui au Pays lors de la crise sanitaire.

Nous avons vécu des drames. Tout d'abord je voudrais ici avoir une pensée pour toutes les familles qui ont perdu un proche. Je tiens aussi à remercier tout le personnel soignant dont le dévouement et l'engagement ont été exemplaires.

Face à une telle crise, il a fallu s'organiser. Le Pays est en effet compétent en matière de santé, et l'État pour tout ce qui concerne les mesures de liberté et de sécurité publiques.

Par-delà ces principes et face à l'ampleur de la crise, la solidarité devait jouer à plein : renforts en personnels, doses de vaccins, évacuations sanitaires, continuité territoriale, aides financières aux Pays et aux entreprises.

Nous nous devons, Pays et État de gérer conjointement cette crise, et je dois saluer aujourd'hui l'action conduite en commun dans le strict respect des compétences des uns et des autres. Je dois également saluer l'action des *Tavana*, des communes et des églises. Le travail en commun et l'intelligence collective nous ont permis de surmonter cette crise ; c'est cela l'exercice de la responsabilité.

Cette crise sanitaire illustre la relation si spécifique entre la République et la Polynésie française. Parce qu'il y a un pacte unique, intime entre la République et la Polynésie française. J'ai pu en mesurer l'ampleur et la vitalité pendant ces trois années passées à vos côtés. Ce pacte a été forgé par l'Histoire. Je participais il y a peu au retour des restes de deux soldats tahitiens, inhumés au cimetière de l'Uranie, morts pendant la première guerre mondiale et enterrés depuis 1917 en Australie. Cette cérémonie nous a rappelé l'engagement précoce de la Polynésie dans le premier conflit à grande échelle du XXème siècle. Des Polynésiens sont allés combattre sous un ciel qu'ils n'avaient jamais vu avant. Tahiti a été l'un des premiers territoires à rejoindre la France libre et à répondre à l'appel du général De Gaulle. « La Polynésie n'a jamais manqué, jamais » avait rappelé le Président de la République pendant sa visite officielle.

Être français est donc une garantie de sécurité. Sur le plan sanitaire bien évidemment, alors que le danger de la pandémie refait surface et se rappelle à nous. Mais aussi une garantie de sécurité dans un monde où les conflits se multiplient. Qui aurait imaginé que la guerre se réveille aux portes de l'Europe ? Qui aurait imaginé qu'une grande partie du Pacifique devienne une zone potentielle de conflit ? Comme l'a dit le Président de la République, être français, c'est être protégé. C'est être en sécurité.

La réponse de la France à la montée des tensions porte un nom : la stratégie indo-pacifique. Elle est ce qui permettra de faire valoir les intérêts des territoires français dans le Pacifique. Les forces armées de la France dans le Pacifique font un travail essentiel de protection de la zone économique exclusive et de surveillance maritime. L'action de l'État en mer défend la place stratégique de la Polynésie française.

J'évoquais le pacte intime qui lie la République et le Pays. Ce pacte a une traduction juridique, ancrée dans la réalité. C'est l'autonomie, constitutionnellement garantie.

Qu'est-ce que l'autonomie ? C'est cette relation particulière entre la capacité à s'auto-administrer et le fait d'être un territoire de la République. Elle suppose une relation de confiance, au sein de laquelle l'État continue à respecter les choix des Polynésiens, à assumer le passé et à préserver la culture polynésienne qui enrichit notre République.

Monsieur le Président, vous avez récemment fait une comparaison en disant que l'autonomie ce sont les deux jambes, le Pays et L'Etat, grâce auxquelles nous tenons debout et nous avançons. Pour aller dans le même sens, je vais m'essayer à une autre comparaison, celle de la magnifique stabilité des pirogues doubles. Les grands navigateurs se sont toujours émerveillés devant les capacités nautiques de ces pirogues doubles dont les « longues charpentes permettaient de suivre les moindres impulsions des vagues » et d'assurer une incroyable stabilité par grosse mer.

L'autonomie est semblable à cette embarcation. C'est le point de jonction qui permet d'aller loin et de façon stable. Lors de sa venue en Polynésie française, le Président de la République, Emmanuel Macron, a conforté le principe de cette autonomie dans le cadre de notre République. C'est dans ce cadre que l'appui de l'État a été confirmé, notamment dans ses dimensions budgétaires et financières et même si cela l'amène parfois à intervenir au-delà de ses compétences. Monsieur le Président de la Polynésie française vos appels ont été entendus. Vous vous êtes battu et le Président vous a entendu pour apporter des réponses concrètes aux Polynésiens, qu'il s'agisse des abris de survie, du financement des énergies renouvelables, de l'appui financier au Pays.

De même, vous avez souhaité que l'État regarde en face les conséquences des essais nucléaires pratiqués à Moruroa et Fangataufa, et vous avez voulu avec le Président Macron que la table ronde *Reko Tika* ouverte à tous, soit l'expression de cette démarche. Le Président de la République a été très clair en disant que l'État assumerait tout, avec vérité et responsabilité et en regardant l'Histoire en face.

Ces engagements ont été tenus : ouverture des archives, accélération de l'indemnisation des victimes, redémarrage de la dépollution industrielle de certaines îles. Ce travail va continuer activement et je sais, monsieur le Président de la Polynésie française que vous serez vigilant et je peux vous assurer que l'État répondra présent et continuera ce travail dans la plus totale transparence.

Ces engagements forts et ces avancées ne doivent cependant pas nous faire oublier les défis qui nous attendent. Il faut être conscient que la crise sanitaire n'est pas complètement derrière nous. De même, les perturbations liées à la crise économique internationale conduisent à une augmentation mondiale du prix des denrées alimentaires et des hydrocarbures.

Dans un tel contexte, la lutte contre la pauvreté et la précarité seront plus que jamais au cœur des politiques publiques et l'État sera attentif aux demandes du Pays. Je sais également, Monsieur le Président que l'avenir de la jeunesse polynésienne est au cœur de vos préoccupations pour lui donner des perspectives, car c'est bien elle qui est l'avenir du *fenua*. Là aussi, l'État apportera son appui. D'ores et déjà, les effectifs du RSMA sont augmentés et à ce titre, le premier échelon d'une compagnie sera installé à Hao dès le mois d'août. De même, nous venons de décliner en Polynésie le service national universel dont les volontaires auront à cœur de faire vivre la citoyenneté française et les valeurs polynésiennes, de faire l'expérience de l'engagement et d'œuvrer au service de l'intérêt général.

Le service civique peut être ajouté à cette panoplie de mesures. L'essentiel est d'aider les jeunes à trouver un chemin de vie choisi et assumé et surtout pas subi.

Monsieur le Président de la Polynésie française, mesdames et messieurs les *Tavana*, pendant ces trois années passées ici, j'ai été attaché au travail collectif. Ce n'est que tous ensemble que nous pourrons répondre aux attentes de Polynésiennes et des Polynésiens. Nous devons mener un combat de chaque instant pour répondre à leurs interrogations, leurs inquiétudes, leurs attentes ; pour s'assurer que dans chaque partie de la Polynésie française nous sommes en capacité d'apporter les meilleures conditions de vie. À ce titre, il est indispensable que tous les archipels puissent bénéficier des équipements et des services permettant aux populations de rester sur place, de vivre sur leur territoire ; c'est aussi cela le principe d'égalité républicaine. En évoquant ces actions collectives, je m'adresse aussi aux associations, mais aussi au monde de l'entreprise, aux syndicats, particulièrement actifs et efficaces, sans lesquels nous ne pourrions mettre en œuvre nos actions.

Je ne saurais terminer cette intervention sans parler de la culture polynésienne si riche, si unique et si diverse. Cette culture est une fierté pour les Polynésiens, c'est une fierté aussi pour la République, pour tous les Français. Elle s'exprime au quotidien dans tous les archipels. Je l'ai encore vue avec le festival des Marquises à Fatu Hiva. Les marquises qui vont bientôt être reconnues au patrimoine mondial de l'UNESCO. Préservez votre culture, préservez votre langue.

C'est avec une grande émotion que je termine ce discours. C'est le cœur lourd, qu'avec mon épouse nous allons quitter la Polynésie. Nous y sommes très attachés et nous souhaitons aujourd'hui vous remercier de nous en avoir ouvert les portes.

Merci pour votre accueil. Nous n'oublierons pas les moments passés parmi vous, à vos côtés. Je tenais à vous le dire très simplement et très sincèrement.

Monsieur le Président de la Polynésie française, je tenais à vous dire combien j'ai apprécié de travailler avec vous et votre gouvernement. Je ne pourrais bien sûr pas citer tous ceux avec qui j'ai travaillé, mais sachez tous combien j'ai apprécié les liens de confiance qui nous ont unis au service de la Polynésie française.

Merci à tous et à toutes,

E vai noa // o porinetia farani // i roto // i to'u nei // mafatu

[la Polynésie française sera toujours dans mon cœur]

Mauruuru e ia ora na,

Vive la Polynésie française, vive la République et vive la France.
